

dirigeants politiques chargés de renforcer la sécurité et de mener la lutte contre le terrorisme.

Dans l'oeil du cyclone : Islamabad

À des milliers de kilomètres des lieux des attentats, les diplomates canadiens du haut-commissariat à Islamabad, au Pakistan, en ont ressenti les effets. Sous la direction du haut-commissaire Konrad Sigurdson, ils ont travaillé jour et nuit pour prendre contact avec les 1 000 Canadiens résidant dans ce pays, veiller à la sécurité des employés canadiens et de leurs familles, et traiter de nombreuses demandes de visa au nom des conjoints de Canadiens ayant double citoyenneté qui voulaient se rendre au Canada. Ils ont également aidé des journalistes canadiens qui arrivaient au Pakistan en vue de se rendre en Afghanistan et qui éprouvaient des difficultés. Un journaliste victime d'un enlèvement a été libéré grâce à l'intervention du haut-commissariat. La charge de travail s'est accrue à mesure que la situation s'aggravait, et une douzaine d'employés canadiens ont été évacués vers Ottawa avec leur famille le 9 octobre, soit deux jours après le début des bombardements en Afghanistan.

La crise a éclaté alors que Konrad Sigurdson venait à peine d'arriver à Islamabad pour assumer ses fonctions de haut-commissaire. « Ma première journée de travail complète à la mission a été le 10 septembre, raconte-t-il. En fait, j'ai eu deux jours pour me préparer, à cause du décalage horaire qui a fait que le premier attentat s'est produit à New York le 11 septembre peu après 17 h 30, heure du Pakistan. Nous étions quelques-uns à n'avoir pas encore quitté le bureau, et avons observé avec horreur et incrédulité le déroulement des événements. Dans les jours suivants, il est apparu que l'Afghanistan deviendrait le nouveau centre de l'attention mondiale et qu'en conséquence la situation au Pakistan, déjà précaire sur le plan financier et politique, allait changer. »

Le haut-commissariat à Islamabad s'occupe des intérêts canadiens en Afghanistan, de sorte qu'il s'est trouvé en première ligne, vu la participation du Canada à la campagne militaire menée par les États-Unis. « Nous étions déjà en état d'alerte maximum le 7 octobre lorsque les frappes aériennes ont commencé », explique Gerry Lisk, conseiller à l'administration. Ayant mis les bouchées



photo : Presse canadienne PC

En décembre 2001, des réfugiés afghans traversent la frontière du Pakistan pour fuir les combats intenses se déroulant aux environs de la ville de Kandahar, située dans le sud de l'Afghanistan.